



ISSN 1961-9472

ISSN en ligne 2257-8404

Les Établissements d'enseignement français en Turquie des origines à nos jours¹

Ekrem Aksoy

Université Hacettepe, Ankara, Turquie

eaksoy@hacettepe.edu.tr

Article traduit du turc par **Yves Bertrand**

Reçu le 11-04-2019 / Évalué le 23-06-2019 / Accepté le 25-08-2019

Résumé

Le français a été reconnu comme la langue de la diplomatie à partir du traité de Rastadt (1714) qui fut rédigé exclusivement en langue française. Enseigné, au début, dans les établissements fondés et gérés par les religieux en Turquie ottomane, il a connu, à partir du XIX^e siècle, un grand succès auprès de l'élite et des intellectuels turcs. Les racines de la culture française en Turquie demeurent ancrées dans la tradition créée par ces écoles françaises, avec, bien sûr, celle du lycée de Galatasaray. Cet article se propose de tracer un panorama historique des écoles françaises dont la structuration à Istanbul remonte au temps des Croisades. Quant à l'Empire ottoman, il a toujours été favorable à l'ouverture des écoles religieuses indispensables à l'éducation des communautés non musulmanes. D'origine religieuse, ces écoles ont commencé à attirer, à partir des années 1880-1890, des élèves turcs et ont fini par devenir, après l'adoption de la loi de l'Unification de l'Enseignement en 1924, des établissements scolaires destinés aux familles turques désireuses d'apprendre le français à leurs enfants. L'article traite également de la situation actuelle des écoles françaises en Turquie.

Mots-clés : le français, Empire ottoman, la Turquie, les écoles françaises, contexte historique, enseignement

Başlangıcından günümüze Türkiye'de Fransız okulları

Özet

Sadece Fransızca kaleme alınan Rastadt antlaşmasıyla (1714) birlikte Fransızca uluslararası diplomasi dili olarak tanınmıştır. Aşağı yukarı XIX. yüzyılın son çeyreği ile XX. yüzyılın ilk yarısında Osmanlı İmparatorluğunda da aydın ve seçkinlerin tercih ettiği bu dil, başlangıçta daha çok Hıristiyan din adamlarının kurup yönettiği okullarda öğretiliyordu. Türkiye'de Fransız kültürünün temeli Fransız okullarıyla, özellikle de Galatasaray Lisesi ile atılmıştır. Bu çalışma, İstanbul'da varlıkları Haçlı Seferlerine, hatta daha da öncesine uzanan ve İmparatorluğun son döneminde bugünkü Türkiye'nin sınırları içinde hızla yaygınlaşan bu okulların tarihsel gelişimini ele almaktadır. Bâb-ı Âli'nin gayrimüslim toplulukların eğitimlerini üstlenen dinsel

okulları tanıdığı ve bu okullara -özellikle 1880-1890'lardan başlayarak- Türk öğrencilerin de giderek yoğunlaşan bir ilgi gösterdikleri bilinmektedir. Tevhid-i Tedrisat Kanunu'nun 1924'te kabulünden sonra Türkiye Cumhuriyetinin yasalarına uyumu sağlanan bu okulların küçük bölümü Türk eğitim dünyasına katkı sunmayı günümüzde de sürdürmektedir.

Anahtar Sözcükler: Fransızca, Osmanlı İmparatorluğu, Türkiye, Fransız okulları, tarihsel bağlam, öğretim

French Schools in Turkey

Abstract

French became the international language of diplomacy following the drafting of the Rastadt Treaty (1714) solely in this language. French was the preferred language of intellectuals and the elite in Turkey between the last quarter of the 19th century and the first half of the 20th, and it was mostly taught in schools founded and managed by the Christian religious. French culture in Turkey has its roots in the tradition of these French schools, especially the Galatasaray High School founded in Istanbul. The aim of the study is to provide an overview of the structure of French schools in Turkey that date back to the Crusades and to even earlier. The Ottoman Porte of the time recognized the religious schools of non-Muslim subjects of the era. Furthermore, Turkish families showed an increasing interest in these schools starting from the 1880s-1890s. A small number of the schools adopted the rules instigated in the Law on the Unification of Education passed in 1924 and continue to contribute to Turkish education today.

Keywords: French, Ottoman Empire, Turkey, French schools, historical context, teaching

La France, pays à la fois atlantique et méditerranéen, s'est intéressée tout au long de son histoire au Proche-Orient et à l'Extrême-Orient ainsi qu'au Nouveau Monde, et auparavant a occupé, durant près de deux siècles, une place importante dans les Croisades. Les Turcs, eux d'origine asiatique, venus par le nord mais surtout par le sud de la mer Noire, se sont dirigés vers l'Anatolie, les Balkans et le centre de l'Europe. Selon les historiens, les Français allant de l'ouest vers l'est et les Turcs se déplaçant de l'est vers l'ouest, se sont trouvés face à face une première fois en juin 1097 à Iznik (Nicée), capitale du sultan seldjoukide Kilidj-Arslan 1^{er}, puis en juillet 1097 à Eskişehir (Dorylée) et l'année suivante à Antakya (Antioche). Comment ces hommes ne parlant pas la même langue et ignorant la langue de l'autre se sont-ils compris ? Sans doute par l'intermédiaire d'une troisième langue, celle-ci étant très probablement le grec. Puisque près de mille soldats francs étaient entrés au service de Keyhusrev II (1237-1245) c'est que certainement ce sultan disposait d'un interprète connaissant le français. Il est permis de penser que les Turcs, fixés dans

le pays, et ces soldats étrangers ont pu communiquer en utilisant une des langues en usage dans le bassin méditerranéen tels que le latin, l'italien, le français, le grec, le persan, l'arabe et aussi le turc (Balivet, 2005 : 117-123). Et ainsi dans ces relations naissantes, d'abord les Français vont apprendre le turc et ensuite les Turcs le français.

Les croisades ont beaucoup modifié les structures de l'Anatolie et du Proche-Orient avec la fondation des Comtés d'Urfa (Edessa, 1098) et de Tripoli (1105), de la Principauté d'Antakya (1098) et du Royaume de Jérusalem (1100-1244). Le comte de La Marche Guy de Lusignan, roi latin de Jérusalem, en achetant en 1192 la troisième plus grande île de la Méditerranée jeta les bases du Royaume de Chypre qui dura jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Quant à la quatrième croisade, elle créa un Empire latin d'Orient à Constantinople (1204-1261). Toutes ces institutions gardaient un caractère français. « D'ailleurs le Royaume latin de Jérusalem, avec son organisation politique, religieuse et militaire, avec sa langue et ses coutumes, avec ses qualités et ses défauts, était français. Il en était ainsi de l'Empire latin de Constantinople et du Royaume latin de Chypre créés par les croisades » (Polvan, 1952 : 36-37).

Pourtant, venus pour libérer Jérusalem des Musulmans, mais en fait pour s'emparer des richesses de cette région, la grande majorité des Croisés fut obligée de repartir. La place de ces soldats qui défirèrent et créèrent des Etats, fut occupée par des marchands qui installèrent des colonies, par des missionnaires, des religieux qui ouvrirent des églises et des écoles. D'ailleurs, avant et pendant les croisades, dans l'Empire byzantin et particulièrement à Constantinople, il y avait une forte colonie latine, constituée pour une grande part de Génois, de Lombards, de gens venus d'Amalfi et de Pise et surtout de Vénitiens, mais aussi de Français. Ces communautés étrangères avaient leurs propres églises et leurs propres religieux. Dans cette ville, les missionnaires de différents ordres enseignaient les dogmes chrétiens et des rudiments de lecture et d'écriture aux enfants dans des écoles contiguës aux églises placées sous la protection des cités-Etats italiennes et de la papauté.

Les missionnaires catholiques conservèrent leurs biens et poursuivirent leurs activités même après la prise de Constantinople par les Turcs. En 1583, cinq religieux de l'Ordre des Jésuites, un Italien, un de Raguse, un Grec et deux Marseillais, peu de temps après leur arrivée à Istanbul et leur installation dans le monastère et l'église Saint-Benoît à Galata, abandonnés par les Bénédictins qui l'occupaient depuis 1460, ouvrirent une école dans l'église, le monastère ou à proximité. Dans cette école, comme dans les écoles paroissiales antérieures où les enfants de la communauté latine d'Istanbul apprenaient le catéchisme et des

rudiments de lecture et d'écriture, « étaient également enseignés le français, les mathématiques, le grec ancien, le latin et les arts profanes. Alors que les écoles paroissiales contribuaient principalement à ce que les enfants latins catholiques restent attachés à leur confession, l'école Saint-Benoît des Jésuites avait plus largement pour but d'enseigner la doctrine catholique aux non-catholiques, de propager cette religion parmi eux et d'étendre son rayonnement » (Polvan, 1952 : 147). Saint-Benoît, première école française en pays ottoman, par ses objectifs comme par son programme fut à la fois tout à fait un établissement missionnaire, et aussi, selon la signification actuelle, par sa nature et ses caractères, la première école étrangère (Polvan, 1952 : 147). Cette école, fermée un moment en 1585 en raison du retour en Europe d'un des prêtres fondateurs et d'une épidémie touchant les autres, à nouveau ouverte en 1609 avec la venue d'un groupe de cinq missionnaires français, fermée encore en 1612, reprit son enseignement un an plus tard. En 1773, vidée de ses occupants avec l'interdiction de l'Ordre des Jésuites et le départ forcé d'Istanbul de ceux-ci, Saint-Benoît fut transmise aux Lazaristes en 1783, mais rencontra des difficultés à la suite de la campagne d'Égypte de Bonaparte. Bien que rouverte en 1803, elle resta fermée de 1812 à 1831 en raison cette fois d'une épidémie de peste. Ouverte à nouveau avec l'autorisation accordée par un firman du sultan pour que les enfants turcs, grecs et arméniens puissent la fréquenter, l'école Saint-Benoît était désormais un collège. Le collège dont l'internat fut transféré d'abord à Yeşilköy et ensuite à Bebek, réunit son internat et externat en 1866 à proximité de Saint-Benoît. L'établissement dont la section primaire était de quatre ans et la section collège de deux ans, s'installa dans le bâtiment de Sainte-Pulchérie à Beyoğlu en 1897 et comporta dix classes. Il y avait des sections de philosophie et de mathématiques dans le lycée où se trouvaient également des classes préparatoires ; le grec et le latin étaient enseignés en section classique, dans la section moderne ces langues n'étaient pas enseignées et il y avait une section commerce. Fermé lorsque survint la Première Guerre mondiale, l'établissement ouvrit à nouveau en 1919 près de Saint-Benoît. Le Lycée Saint-Benoît dont l'existence remonte à 1362, avant l'Empire ottoman, c'est-à-dire durant la période byzantine a une administration et un programme qui depuis la proclamation de la République turque (1923) sont conformes aux règles édictées par le traité de Lausanne et contribue aujourd'hui encore à l'enseignement en Turquie.

Quarante-trois ans après Saint-Benoît, une autre école française fut ouverte à Istanbul. En 1551, des Capucins ou des missionnaires nommés Frères Mineurs Capucins, voulurent venir à Istanbul mais n'y réussirent pas. En 1587, quelques Capucins vinrent et repartirent au bout de deux ans. En 1626, ils vinrent à nouveau

et dès leur installation dans l'église Saint-Georges enseignèrent le catéchisme, s'occupèrent des Français sur les bateaux amarrés au port, des prisonniers, des malades et ouvrirent une petite école à côté de l'église. Cette école qui s'installa trois ans plus tard, en 1629, à Beyoğlu, et à côté de laquelle on édifia en 1660 une église, devint, en 1669, le Collège Saint-Louis des Jeunes de Langues. Ceci en raison de la décision prise par Colbert de former des interprètes français pour les employer dans les ambassades et consulats et dans les ports du Proche-Orient. Les jeunes envoyés de France dans ce but suivront un enseignement et recevront une éducation dans cette école. Des années plus tard, les enfants de familles françaises d'Istanbul furent également admis dans cette école, cette mesure s'étendra ensuite à tous les enfants non-musulmans. En 1785, avec l'ouverture de l'Ecole des Langues Orientales à Paris, le Collège des Pères Capucins de Saint-Louis tomba en désuétude et ferma en 1873. Cependant des missionnaires du même ordre ouvrirent dans ce même monastère une nouvelle école en 1882, l'école du Petit Séminaire des Pères de Saint-Louis ou collège et le Grand Séminaire, afin de former des enfants autochtones à la prêtrise pour les corps des missionnaires d'Orient. Ayant suivi toutes les leçons d'un collège et ayant obtenu le baccalauréat, certains diplômés du Petit Séminaire furent admis dans de grandes écoles en France, tout particulièrement à la faculté de Droit de Paris. Selon les informations fournies dans l'ouvrage *L'Enseignement étranger en Turquie* de Nurettin Polvan, le programme d'enseignement dispensé au Grand Séminaire aux élèves des communautés catholiques d'Orient, telles que celles des Latins, des Arméniens et des Géorgiens, comprenait la théologie, la philosophie, la liturgie, l'histoire de l'Eglise, le Livre saint, les règles spirituelles, les chants liturgiques et la musique. La plupart de ceux qui terminèrent leur scolarité ici retournèrent ensuite dans leurs régions où, à côté de leurs activités de prêtres, ils ouvrirent des écoles avec un enseignement du français.

Les missionnaires capucins, en 1629, ouvrirent une deuxième école près de l'église Saint-Georges à Galata. Les élèves de l'école, au début, étaient les enfants des familles latines habitant dans ce quartier, ensuite les enfants arméniens et grecs furent admis. L'école où étaient enseignés les bases du christianisme ainsi que la lecture, l'écriture et la grammaire du français, ferma en 1783. Dans le même lieu, au monastère Saint-Georges ou dans ses environs, les Capucins, à la demande du Royaume des Deux-Siciles, ouvrirent en 1745 un Collège des Jeunes de Langues pour former des interprètes. Il est probable que ce collège poursuivit son enseignement jusqu'en 1783, date à laquelle les Capucins quittèrent le quartier de Galata et s'installèrent à Beyoğlu.

Que nous apprend ce bref historique des collèges Saint-Benoît, Saint-Louis et Saint-Georges, les plus anciennes écoles étrangères d'Istanbul, de la période de

l'Empire ottoman ? D'abord que l'État français, en Turquie - si l'on ne tient pas compte de sa contribution aux établissements d'enseignement secondaire tels que le lycée Galatasaray et l'école franco-ottomane professionnelle de filles¹ ouverte en 1909 et, à une date beaucoup plus récente, la signature de l'acte de fondation de l'Université Galatasaray en 1992 - n'a pas directement ouvert des écoles ou bien en a ouvert mais (en dehors des Lycées Pierre-Loti et Charles-de-Gaulle) ne les a pas administrées, a seulement encouragé leur ouverture, a aidé financièrement celles qui fonctionnaient et leur a assuré une protection officielle. Car, l'apprentissage du français n'était pas considéré tel une fin en soi mais plutôt comme un moyen ; d'ailleurs Marcel Charlot, inspecteur général d'instruction publique chargé d'inspecter au début du XX^e siècle quelques-unes des écoles françaises en Turquie et qui avait noté dans son rapport : *Dans les clients de notre langue nous devons voir, avec les futurs clients de la pensée française, ceux de notre commerce et de notre industrie* résume parfaitement cette conception (Fesch, 1907 : 454). Ce sont les ordres, les congrégations religieuses et les missionnaires qui, à quelques exceptions près, ont ouvert des écoles. La langue des prêtres catholiques ainsi que la langue de l'enseignement et de la connaissance étaient jusqu'aux années 1600, et même au-delà, le latin. D'autre part, à partir de l'Empire byzantin les missionnaires et religieux catholiques étaient sous la protection de la papauté et des cités-Etats italiennes. Cette situation s'est maintenue durant la période de l'Empire ottoman, à la différence que, avec les privilèges accordés à la France par Selim II en 1569, ce pays prit la première place pour la protection des sujets catholiques et qu'à partir du troisième quart du XVII^e siècle, la protection des Italiens et des Autrichiens se trouva reléguée aux deuxième et troisième rangs. Pourtant, ces pays, en ce qui concerne les écoles, manifestèrent toujours leur solidarité ; quant à la papauté, elle ne cessa jamais de s'intéresser et d'apporter son aide aux écoles catholiques. Dans cette situation, comment décider à quel pays appartient une école ? Ici, il n'y a qu'une manière de raisonner : d'abord considérer le royaume dont est sujet ou le pays dont est ressortissant celui qui a ouvert l'école en question, savoir de quel pays est venue la plus importante aide matérielle et ensuite - selon la place prise plus ou moins dans le programme par les langues en vigueur à l'époque dans les écoles de cette région - considérer la langue de communication et d'enseignement. Par exemple, les écoles des sœurs de Charité de l'Immaculée Conception d'Ivrea sont des écoles italiennes, parce que ces sœurs sont d'origine italienne et que l'italien est la première langue dans leurs écoles de filles de Beyoğlu (1870), de Kadıköy (1912) et dans l'école Santa-Maria de Büyükdere. En abordant la question de cette façon, nous pouvons dire que, dans une grande majorité, les écoles catholiques de l'Empire ottoman étaient françaises, italiennes pour une part non négligeable et que quelques-unes étaient autrichiennes.

Deuxièmement, comme pour les croisades ou le théâtre dans la littérature française, à l'origine des écoles françaises en Turquie se trouve généralement la religion. La plupart des fondateurs, administrateurs et enseignants ne se distinguaient pas par leur pays d'origine mais par leur appartenance à un ordre religieux ou une congrégation en tant que missionnaires, moines ou nonnes, autrement dit en tant que frères ou sœurs. Les ordres et congrégations qui, durant la période byzantine et ensuite dans l'Empire ottoman, ont eu des activités d'enseignement sont les suivants : les Observants, les Conventuels et, devenant progressivement indépendants, les Capucins, les Franciscains de l'ordre de Saint-François d'Assise, les Dominicains de l'ordre de Saint-Dominique, que les Français désignent sous le nom de Jacobins, les Jésuites et les Carmélites; les différentes congrégations des Lazaristes, les Filles de la Charité (sœurs de Saint-Vincent de Paul), les Sœurs de Notre-Dame de Sion et les Sœurs de l'Immaculée Conception de Notre-Dame de Lourdes, les Frères des Ecoles Chrétiennes (congrégation d'enseignants), les Frères Maristes, les prêtres Salésiens et les religieux et religieuses de l'Assomption. Certains sont venus dans les territoires ottomans dans les années 1500, d'autres dans les années 1600 et d'autres bien plus tard. Leur objectif fondamental, au début, comme durant la période byzantine, était de réunir les églises d'Orient et d'Occident. Ne parvenant pas à ce résultat, ils s'efforcèrent, par leur propagande, leurs sermons et l'ouverture d'écoles, de convertir au catholicisme des communautés non-musulmanes. Les masses visées étaient les Grecs orthodoxes, et surtout les Araméens, les Melchites, les Maronites, les Chaldéens et particulièrement les Arméniens. (Barrès, 2005 : 300).

D'ailleurs, comme les missionnaires pendant longtemps ne sortirent pas des communautés chrétiennes, leurs propres croyances ne se répandirent pas parmi les Musulmans, et même restèrent confinées, jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle, dans les quartiers non-musulmans des grandes villes de l'Empire comme Istanbul, Izmir et Thessalonique. Cette situation changea petit à petit après la Guerre de Crimée (1856). Les religieux et religieuses de l'Assomption qui commencèrent leurs activités en 1862 dans la région bulgare choisirent de venir à Istanbul en 1882 pour y créer des centres en vue d'agir auprès des Musulmans qui n'avaient pas été jusqu'alors christianisés. Durant la Guerre de Crimée, les Filles de la Charité voulurent s'y installer mais durent se retirer en raison des événements au Liban². Les religieuses de l'Assomption y réussirent et commencèrent leurs activités en ouvrant une église et une école. La maison qu'elles avaient d'abord louée ne suffisant pas, elles s'installèrent en plein cœur d'un quartier turc. Mais face au mécontentement et aux agissements des Musulmans, elles allèrent s'installer dans un quartier habité en majorité par des familles chrétiennes. Mais malgré cela, ouvrant des voies

d'expansion vers les Musulmans, les activités de ces religieux et religieuses en ce domaine marquent un tournant en Turquie.

D'autre part, les Musulmans, durant la période de puissance de l'Empire ottoman montraient peu d'intérêt pour les langues occidentales considérées comme langues des infidèles. Toutefois, ils furent influencés par les langues des Grecs, des Arméniens et des peuples des Balkans auprès de qui ils vivaient et par celle des Italiens qui occupaient une place toute particulière à Istanbul : et dans le cadre de changements culturels libres, autrement dit sans que l'un ne s'impose à l'autre, et dans les limites d'échanges culturels naturels entre des communautés d'un même poids, ils empruntèrent des vocables de ces langues et leur transmirent des vocables. Mais dans les écoles ils n'apprirent d'autres langues que le persan qui était la langue de la culture de l'Orient et l'arabe qui était la langue de la religion. D'ailleurs, l'administration de l'Empire ottoman, en dehors des écoles qui formaient les militaires et les fonctionnaires de l'Etat, ne s'occupait presque pas des affaires d'enseignement et d'éducation. Que ce soit dans les populations musulmanes ou non-musulmanes, ce domaine était laissé aux riches philanthropes et aux religieux. Mais suite aux difficultés de l'histoire et afin de faire cesser les défaites subies face aux armées européennes, elle envisagea d'ouvrir des écoles semblables aux leurs ; car "l'homme par nature est conservateur et incline vers l'imitation. Aussi, pour satisfaire n'importe quel besoin, plutôt que de créer un nouveau moyen, il préfère prendre ce qui existe déjà chez un autre" (Turhan, 1972 : 11). C'est pourquoi les nouveautés de l'Empire ottoman et les nouvelles écoles ouvertes par l'Etat concernaient toujours à l'origine les militaires.

L'administration ottomane pour arrêter la régression va ouvrir des écoles militaires en prenant exemple sur celles d'Europe ; mais quelle Europe doit-elle prendre comme exemple ou plus exactement comme contributeur ? Est-ce l'Europe des Italiens ? Celle de l'Allemagne ? De l'Angleterre ? Ou bien de l'Empire austro-hongrois ? Ici, il n'y avait pas de choix à faire ; car la *realpolitik* veut que le pays avec qui on entretient les relations les plus amicales dans les domaines économique, politique et militaire devienne un allié ; et pour fournir un exemple comme pour fournir un appui un allié naturel venait tout d'abord à l'esprit. Durant la période de déclin, la Russie et l'Empire austro-hongrois avaient mené une politique d'expansion contre l'Empire ottoman. L'Allemagne et l'Italie n'avaient pas encore effectué leur propre réunification. D'autre part, l'Allemagne n'était pas encore une puissance politique et économique. L'Italie, dans le bassin méditerranéen et particulièrement dans les territoires ottomans avait dans les années 1700 perdu depuis longtemps sa suprématie commerciale. Dans cette région, le vide laissé par les Italiens avait été comblé dans les années 1600 par l'Angleterre et les

Pays-Bas qui étaient devenus les maîtres du commerce méditerranéen. Pourtant, durant le siècle suivant, ces deux puissances maritimes tournèrent leur regard vers le Nouveau Monde et l'Extrême-Orient qui devenaient plus profitables. Par contre, la France qui progressivement s'isolait en Europe en raison de la politique de grandeur de Louis XIV, se rapprocha une fois encore de la Turquie. Après une brève interruption due à la campagne d'Égypte de Bonaparte, ce rapprochement se poursuivit encore un certain temps. Si le poids de l'Angleterre, du soulèvement de Mehmet Ali Pacha (1831) jusqu'à la Guerre de Crimée (1853-1856), se fit davantage sentir dans la politique extérieure de la Sublime Porte, l'influence de la France, de la signature du Traité de Paris (1856) jusqu'à la défaite de Sedan, augmenta de nouveau. D'autre part, la Guerre de succession d'Espagne prenant fin et l'Angleterre lui coupant les routes commerciales de l'Atlantique, la France dut se contenter du commerce avec l'Orient transitant par les territoires ottomans et ainsi à partir des années 1720 devenir le premier partenaire économique de la Turquie. Ces relations économiques et politiques qui durèrent tout le XVIII^e siècle, allaient donner, selon les règles régissant le changement culturel d'une société, des résultats de plus en plus rapidement et de plus en plus importants, en trois générations, autrement dit en une centaine d'années. L'Empire, dans ce milieu culturel en changement, s'ouvrit à la France. Mais cette fois, ce fut un changement culturel *contraint* et non plus *libre* comme auparavant, autrement dit il s'agira d'un changement défavorable au plus faible et favorable au plus puissant dans les relations entre deux sociétés dont l'une est plus forte que l'autre. Car cette fois la France, même si elle n'est pas toujours victorieuse, est une grande puissance qui tient tête toute seule à l'Europe tandis que l'Empire ottoman, s'il reste encore une puissance dans sa région, s'affaiblit et décline maintenant. L'adjonction du français aux programmes d'étude des écoles d'ingénierie maritime et terrestre ouvertes pendant le dernier quart du XVIII^e siècle et de l'École militaire (*Harbiye*), à côté de raisons moins importantes, n'est rien d'autre que le résultat de cet état de fait. C'est encore pour cette raison que la langue française fut étudiée comme première langue au Bureau des Traductions (*Tercüme Odası*) ouvert par la Sublime Porte afin de former des fonctionnaires musulmans connaissant les langues pour qu'ils puissent remplacer les Grecs congédiés en raison du soulèvement de la Grèce de 1821, et que le français fut un temps la langue d'enseignement de l'École de Médecine (*Tıbbiye*, 1827). En même temps, les Musulmans, toujours réticents aux nouveautés, n'adoptèrent cette langue qu'avec difficulté et lenteur. Malgré le firman pris par le Sultan Mahmut II afin que les Musulmans puissent continuer au collège Saint-Benoît, les Turcs, outre qu'ils ne fréquentaient pas les écoles étrangères, n'appréciaient guère les Musulmans qui -comme Ahmet Vefik Pacha pour le Robert Collège- vendaient des terrains pour la construction des écoles étrangères.

Et même, durant les premières années, il fut difficile de trouver des élèves pour Galatasaray, les non-musulmans et les Musulmans montrant peu d'intérêt pour ce lycée, peut-être en raison du brassage d'enfants venant de différents groupes ethniques et religieux. C'est ainsi que Hoca Tahsin Efendi qui avait été nommé à la direction de l'université (*Dar-ülFünûn*) ouverte en 1870, fut forcé de se retirer étant considéré comme « un esprit libre ayant étudié en Europe », accusé « d'être athée », et « de faire donner des conférences à ce sujet et de faire enseigner le français » (Ergin, 1977 : 562 et 646).

Toutefois, cela n'allait pas continuer ainsi. Les écoles d'ingénierie et le Bureau des Traductions d'abord, puis l'Ecole de Médecine et l'Ecole Militaire, allaient gagner un peu d'aisance. Mais les administrateurs et enseignants des écoles étrangères étant des religieux, tous les élèves, les Musulmans comme les Chrétiens, étaient obligés de se rendre à l'église et de suivre le culte, alors l'État prit la décision d'interdire aux enfants musulmans de continuer dans ces établissements. Mais le passage par le Bureau des Traductions était la clé pour les plus hautes fonctions ; c'est bien la connaissance du français qui a fait d'Ali Pacha, fils d'un pauvre épicier, un Grand vizir et qui a rendu Fuat Pacha indispensable dans le service de l'État bien qu'il ait fait des études de médecine qui ne lui servent aucunement dans ses fonctions. D'autre part, les firmans de 1839 et 1856 ont ouvert les portes de la fonction publique aux non-musulmans, faisant de ceux-ci les égaux des Musulmans. Envisageant d'entrer au service de l'Etat et comprenant l'importance de la connaissance du français pour cela, les Grecs, les Arméniens et les Juifs - ceux-ci, à partir de 1867, ouvrant des écoles dans les grandes villes et, comme avec l'Alliance Israélite, contribuant à la diffusion du français - ont créé leurs propres établissements d'enseignement ou bien, laissant de côté les différences religieuses et doctrinaires, se sont orientés en grand nombre vers les écoles françaises.

Quant aux Turcs, s'ils tardèrent à voir les bienfaits des écoles étrangères, « avec le temps commencèrent à s'intéresser à ces écoles. Si bien que quelques enfants turcs de familles de notables vinrent en 1840 à l'école Palace pour assister à des expériences de physique et de chimie au cours d'un séminaire organisé par Cyrus Hamlin³ pour ses élèves. » (Haydaroğlu, 1993 : 208). Vers la fin du XIX^e siècle, le Lycée impérial ottoman de Galatasaray dont l'enseignement est en français sera très recherché et, en dehors des noviciats et séminaires formant les prêtres, dans les écoles étrangères on commencera à voir des élèves musulmans dont le nombre ne cessera d'augmenter rapidement d'année en année bien que les parents d'élèves aient d'abord caché que leurs enfants fréquentaient ces établissements (Mutlu, 2005 : 146). Les Musulmans seront les derniers à entrer dans les écoles françaises,

ouvertes au début à l'intention des Catholiques et fréquentées ensuite par les autres enfants chrétiens, parce que particulièrement « dans certaines classes sociales les opinions n'étaient pas très favorables aux religieux étrangers. Les premiers Turcs musulmans à entrer dans ces écoles furent les enfants de Müşir Fuat Pacha (1835-1931). Il dut dépenser beaucoup d'énergie pour faire entrer ses huit enfants au Collège Saint-Joseph » (Ergin, 1977 : 777). À partir de ce moment, d'autres familles musulmanes envoyèrent leurs enfants dans ces écoles. Tant et si bien que « la proportion des élèves musulmans qui était de 15% en 1900 passa à 56% en 1911, 51% en 1926, 64% en 1931 et s'éleva à 76% en 1939 » (Ergin, 1977 : 777). Ces chiffres montrent que les premiers à entrer dans les écoles françaises furent les Catholiques puis, dans l'ordre, les non-musulmans, les enfants des familles mixtes, ceux des familles ayant adopté dans un passé récent la religion musulmane ou bien ceux qui - comme Müşir Fuat Pacha qui, né en Egypte et ayant fait ses études dans ce pays, vint à Istanbul à l'âge de trente-quatre ans - passèrent leur enfance et leur jeunesse dans des lieux où se faisait sentir la culture occidentale, et en dernier les enfants des Turcs musulmans autochtones. Selon les informations fournies par Nurettin Polvan, s'inspirant de l'ouvrage de Maurice Pernot intitulé *Rapport sur un voyage d'étude à Constantinople, en Egypte et en Turquie d'Asie*, en 1892, il y avait quatre musulmans sur un total de soixante-huit élèves à l'École Saint-Antoine à Büyükkada, deux musulmans sur cent-cinquante élèves au Collège Saint-Benoît, une seule musulmane sur quatre-vingt-quatorze externes au Lycée de filles Notre-Dame de Sion à Kadıköy alors que les cinquante-trois internes étaient toutes non-musulmanes. Le Collège Saint-Joseph de Kadıköy, à la même date, comptait six musulmans sur cent vingt-trois internes et deux musulmans sur cent vingt externes, alors qu'en 1912 sur six cent treize élèves, il y avait deux cent soixante-neuf musulmans. En 1892, alors qu'il n'y avait qu'un seul musulman sur quatre-vingt-quinze élèves à l'École Sainte-Jeanne d'Arc à Kumkapı, en 1912 le nombre des élèves non-musulmans atteignait deux-cent-vingt-cinq et celui des musulmans s'élevait à soixante-quinze. Au Collège de l'Assomption à Kumkapı, les cent-quinze élèves étaient tous non-musulmans en 1892, alors qu'en 1912, sur un total de cent-trente-deux élèves quatre-vingt-treize étaient musulmans. En 1912 encore, le nombre d'élèves musulmans était de trente sur cent quarante-trois au Collège de garçons Saint-Louis à Haydarpaşa, vingt-sept sur deux-cent-cinquante-deux au Collège Saint-Michel, cent-sept sur trois-cent-sept sujets ottomans et sur quatre-cent-vingt-cinq élèves à l'École Sainte-Euphémie à Haydarpaşa, et trente sur cent-quatre-vingt à l'École Saint-Jean Chrysostome à Feriköy. Maurice Pernot en dressant le profil des élèves en 1892 et en affirmant que « les chefs des plus anciennes familles du pays avaient été pour la plupart élèves du Collège Saint-Benoît; qu'une partie des hauts fonctionnaires et des militaires de la Turquie contemporaine avait effectué en totalité ou en partie leur scolarité

dans cet établissement » (Polvan, 1952 : 166) parlait sans doute des Ottomans non-musulmans, car à cette date, le nombre des élèves juifs dans ces écoles françaises était beaucoup plus élevé que celui des musulmans et celui des orthodoxes était très proche de celui des catholiques.

Les élèves qui fréquentaient les écoles françaises provenaient des sphères élevées de la société car les classes favorisées sont plus ouvertes aux autres cultures ou bien s'ouvrent plus rapidement à celles-ci. Juste avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, selon Osman Ergin (1977 : 781-782), parmi les parents qui envoyaient leurs enfants au Collège Saint-Joseph on comptait huit princes, vingt-deux généraux et maréchaux, quatre-vingt-dix hautes personnalités, trente directeurs de banques, quatre-vingt fonctionnaires civils, quatre-vingt banquiers et commissionnaires, quatre-vingt-dix docteurs en médecine, vingt avocats, vingt ingénieurs et environ trois-cents rentiers. En revanche, dans ces écoles peu d'élèves provenaient des classes musulmanes inférieures et moyennes, certainement parce que ces écoles étaient payantes mais surtout en raison du comportement généralement conservateur de ces classes, fermées aux modes de pensée et de vie différents. Mais celles-ci, avec le temps, imitèrent les classes élevées et ne virent pas d'inconvénient, au contraire, à aller dans ces écoles. Comme le précise d'ailleurs Paul Fesch (1907 : 482-483) d'après le témoignage de l'auteur indépendant Gaston Bordat, avant la période républicaine, les parents allaient plutôt confier leurs enfants aux établissements missionnaires et non aux écoles laïques parce qu'ils détestaient par-dessus tout l'esprit athée.

En raison de l'*offre et de la demande* ou plus exactement de l'*offre* entraînée par une forte *demande* d'une société générée par un changement culturel de plus en plus rapide, apparu durant l'Epoque des Tulipes⁵, le nombre d'écoles étrangères ouvertes augmenta très rapidement à partir de 1839. « Les sœurs des Filles de la Charité et les Frères des Ecoles Chrétiennes jouèrent un rôle très important dans la diffusion du français à Istanbul. Jusqu'à la venue de ceux-ci et l'ouverture d'écoles, la langue parlée par la majorité des Catholiques d'Istanbul était l'italien. Mais la situation changea durant la deuxième moitié du XIX^e siècle avec l'augmentation du nombre des écoles ouvertes par les frères et les sœurs. Le français commença à prendre la place de l'italien en recul et cette dernière langue ne se retrouva plus au premier plan ». (Polvan, 1952 :106). Ces écoles françaises avaient bien évidemment joué un rôle dans la régression de l'italien à Istanbul. Cependant elles n'en étaient pas la cause mais plutôt la conséquence, car ce changement trouvait sa source dans les relations internationales et dans le rapprochement à partir des années 1720 entre la France et la Turquie qui entretenaient des relations économiques denses et une politique amicale.

En vérité, si l'on ne compte pas comme une école distincte le Collège Saint-Georges des Jeunes de Langues que les Capucins ouvrirent pour le Royaume des Deux-Siciles dans le couvent Saint-Louis à Beyoğlu, et l'Ecole Saint-Louis des Jeunes de Langues qui après le départ des Jésuites fut donnée aux Lazaristes qui ouvrirent à la place le Collège Saint-Louis, aucune école française n'avait été ouverte à Istanbul depuis 1626. La situation changea lorsque les sœurs des Filles de la Charité, appelées par les Lazaristes, arrivèrent dans cette ville en 1838. Deux cent cinquante-six ans après Saint-Benoît et deux cent treize ans après l'Ecole Saint-Georges, un orphelinat et une école furent ouverts dans un bâtiment nommé Maison de la Providence près de l'église Saint-Benoît à Beyoğlu. Plus tard, y furent adjoints une crèche avec des classes distinctes pour les petits garçons et les petites filles, et un atelier pour les filles. Désormais, une deuxième période commença pour les écoles étrangères en Turquie, particulièrement les écoles françaises et américaines et relativement celles d'autres pays, dont le nombre augmenta rapidement. Les noms des principales écoles françaises ouvertes durant cette deuxième période qui s'étend jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, avec les ordres et congrégations religieux auxquels elles appartiennent et leur date d'ouverture, figurant dans les ouvrages *Histoire de l'éducation turque* d'Osman Ergin et *L'Enseignement étranger en Turquie* de Nurettin Polvan, et *Les Établissements missionnaires dans l'Empire ottoman* de Şamil Mutlu sont mentionnés en annexe à ce texte.

Parmi les écoles étrangères dont le nombre dépassa les quatre-cents à la deuxième moitié du XIX^e siècle, les quelques centaines d'écoles françaises, au contraire des américaines dont une grande majorité était répartie dans diverses régions d'Anatolie, étaient longtemps presque exclusivement réunies à Istanbul. Mais des écoles furent également ouvertes en dehors de cette ville. La première école française d'Izmir est due aux Capucins qui commencèrent certainement à dispenser leur enseignement dans les années 1600, à une date antérieure à l'ouverture de l'Ecole des Jeunes de Langue. Selon frère Ange Michel, ancien directeur du Lycée Saint-Joseph d'Izmir, une école de commerce aurait été fondée en 1820 à Bornova; elle aurait été dirigée par Simon Roux et fermée dans les années 1860-70. Les écoles d'Izmir dont les noms sont cités par Vital Cuinet et qui fonctionnaient durant l'année scolaire 1891-1892 figurent dans une annexe de ce texte. (Cuinet, 2001 : 102-104) Les missionnaires, frères et sœurs français, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, apportaient aussi leur soutien aux écoles des congrégations catholiques installées à Konya, Eskişehir, Kayseri, Trabzon, Samsun, Erzurum, Ankara, Siirt et Edirne (Haydaroğlu, 1993 : 91-93 et 116). En dehors de celles-là, selon les informations fournies par Vital Cuinet (Cuinet 2 : pages concernées), au début des années 1890, il y avait cinq écoles françaises à Harput, trois à Malatya,

deux à Mersin et Bursa, une école de filles et une école de garçons à Diyarbakır et Mardin, une école à Urfa, Adana et Merzifon. Nous constatons que le nombre d'établissements scolaires dans toutes les villes de l'Empire s'élève de 76 en 1869 à 260 en 1901. En 1913, Istanbul comptera 73; Izmir 27; Adana 16 dont trois à Mersin et deux à Tarsus; Kayseri 10; Sivas 8; Malatya 7; Elazığ,⁶ Van, Iskenderun 6 chacun; Bitlis et Bursa 5; Tokat, Amasya et Merzifon 4; Ankara, Eskişehir et Konya 3; Aydın, Trabzon, Samsun, Erzurum, Diyarbakır, Mardin, Antep, Urfa, Cizre, Antakya, İzmit, Zonguldak et Gelibolu 2; Maraş, Adapazarı, Izmit, Uşak, Biga, Nevşehir, Kula et Giresun, une école (Mutlu, 2005 : 170-192). Si l'on ajoutait à ce chiffre qui dépasse les deux cents, orphelinats, crèches, ateliers et écoles catholiques appartenant à certains groupes ethniques et subventionnées par l'Etat français le total doublerait.

Certainement ce ne sont pas là toutes les écoles françaises de Turquie, car il est très difficile de les inventorier. Comment établir une liste complète de toutes les petites écoles paroissiales établies au cours des siècles dans ou près de nombreuses églises dans une ville comme Istanbul ? Le nombre d'écoles de peu d'intérêt, ayant eu une brève existence et disparues en n'ayant laissé aucune trace doit être assez élevé. Si un collège important comme Saint-Benoît n'a pu, pour diverses raisons, échapper à des ouvertures et fermetures, il faudrait déployer beaucoup d'efforts pour savoir tout ce qui a pu advenir à des établissements moins importants. D'autre part, certaines écoles plus tard ont changé de nom, de lieu et de structure. Des classes furent ajoutées, des classes furent supprimées, il y eut des scissions, des fusions. Il y eut aussi des écoles paroissiales qui enseignaient les prières aux petits enfants, des crèches ou des orphelinats qui devinrent peu à peu des écoles modernes dispensant les connaissances fondamentales, puis des collèges et ensuite des lycées. Par exemple, l'école primaire ouverte en 1882 à Kumkapı par les sœurs de l'Assomption donna naissance à une école secondaire sous le nom de Sainte-Jeanne d'Arc. Quand ce fut jugé utile, le Collège Saint-Benoît fut enrichi d'une section commerciale et bancaire ; un Institut Supérieur de Commerce fut ouvert dans le Collège Saint-Joseph ; les missionnaires de l'Assomption, même en l'absence d'école, fondèrent l'Institut des Hautes Etudes Orientales à Kadıköy. Dans les établissements des Filles de la Charité, Saint-Benoît Providence, Notre-Dame de la Paix à Şişli, Saint-Joseph à Çukurbostan, Saint-Vincent à Üsküdar, comprenant un foyer pour enfants orphelins, des classes pour de petits garçons et de petites filles, des crèches, des ateliers, des écoles primaires et secondaires et des établissements d'aide et de santé, comme il est difficile de décider où sont, où commencent et où finissent les activités d'éducation et d'enseignement, faut-il compter une école distincte pour chacun de ces composants? Souvent, une école créée et administrée par un ordre religieux fut transmise à un autre ordre religieux : l'école primaire

ouverte à Pangaltı par les sœurs de la congrégation des Filles de la Charité et acceptant les enfants de familles aisées fut transmise en 1857 aux sœurs de Notre-Dame de Sion et fut à l'origine du lycée de filles qui porte aujourd'hui encore ce nom. Le Collegio Santa Pulcheria fondé en 1864 par des Jésuites Italiens de Sicile, après avoir changé de lieux plusieurs fois s'installa ensuite dans le bâtiment de Parmakkapı et devint en 1897 l'école secondaire Sainte-Pulchérie des Lazaristes français. Une école sous le protectorat d'un Etat pouvait passer sous le protectorat d'un autre Etat. Par exemple, l'école Saint-Antoine de Beyoğlu qui remonte à 1697 mais qui ne devint véritablement un établissement d'enseignement que dans les années 1880, ou bien l'école de Beykoz des Conventuels ouverte en 1889 dans la fabrique de verre (fermée en 1914) passèrent du protectorat français au protectorat italien. Il y a aussi des écoles, comme l'école primaire Notre-Dame de Sion à Kadıköy, dont on connaît l'existence mais dont on ignore les dates d'ouverture et de fermeture. D'ailleurs pour certaines, des dates différentes sont données. Par exemple, le Lycée Saint-Michel date de 1870 selon Nurettin Polvan, de 1881 selon le site internet de l'Ambassade de France à Ankara et de 1886 selon le propre site internet du lycée. Dans cette situation, la date d'ouverture de cette école est-elle 1870, lorsque le lieu où prit place l'école venait d'être détruit dans l'incendie de Beyoğlu? 1881, quand commença l'enseignement ou bien 1886, lorsqu'elle fut officiellement reconnue par le ministère de l'Education ?

D'autre part, l'enseignement du français ne se limitait plus dorénavant aux écoles françaises. Par exemple, à côté des écoles publiques et des établissements ouverts par les groupes ethniques qui constituaient la population de l'Empire, le français était la langue de l'enseignement dans l'école primaire Notre-Dame de Lourdes, fondée par des religieux géorgiens qui n'avaient pu travailler comme ils le désiraient en Russie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, placée sous le protectorat de la France, et l'école primaire Saint-Joseph à Papazköprüsü. Le français occupait également une place importante dans le programme des écoles d'autres pays en Turquie. En revanche, la langue du pays dans lequel ils vivaient, le turc, était un peu laissée de côté. Il est également vrai que le turc fut mis dans le programme de Saint-Benoît à partir de 1693. Dans les Collèges des Jeunes de Langues Saint-Louis et Saint-Georges et même dans l'Académie Orientale de Vienne fondée en 1754, à côté du français, langue de la diplomatie, et de l'italien, langue du commerce et du droit maritime du bassin méditerranéen, l'enseignement du turc, langue indispensable pour les relations avec l'Orient, revêtait une importance particulière, l'arabe et le persan venant en complément du turc (Testa, Gautier : 58). Mais avec l'affaiblissement de l'Empire, le turc, non seulement en Europe, tomba en disgrâce dans les écoles étrangères de Turquie, d'abord matière

facultative puis retirée complètement du programme. Toutefois, dans certaines écoles, quand les élèves turcs commencèrent à les fréquenter, la langue turque reprit sa place parmi les langues vivantes et les matières obligatoires.

Les programmes des écoles françaises de Turquie étant organisés conformément à ceux de France et le français y étant la langue de l'enseignement, il était normal que cette langue soit enseignée en priorité. Peu présentes dans l'enseignement traditionnel ottoman, les programmes comportaient à côté des matières comme la morale, la philosophie, le dessin, la musique, les langues mortes comme le latin et le grec ancien; les langues vivantes européennes comme l'allemand, l'italien et l'anglais; les langues parlées dans l'Empire comme le grec et l'arménien; l'histoire, la géographie, les mathématiques, les sciences naturelles, la physique, la chimie et même des leçons pouvant être utiles pour la vie professionnelle comme le commerce et la sténo-dactylographie. Les élèves obtenant le baccalauréat pouvaient s'inscrire dans les écoles supérieures en France. Les livres provenant de France, l'histoire et la géographie de ce pays étaient enseignées. Mais avec le temps le turc devint une matière obligatoire et l'histoire et la géographie ottomanes furent introduites dans le programme de certaines écoles vers 1914.

Avec la loi Emile Combes promulguée en France en 1904 et avec l'interdiction faite aux congrégations religieuses de toute activité dans ce pays, des jours difficiles les attendaient en Turquie après 1908. Dans les établissements d'enseignement qui, s'appuyant sur les Capitulations, échappaient aux lois de l'Empire, les tentatives du ministère de l'Education pour avoir son mot à dire en ce qui concerne le contrôle, l'organisation des programmes et le choix des enseignants et pour que le turc prenne place parmi les matières obligatoires dans toutes les écoles, n'étaient autrefois pas couronnées de succès. Mais les Capitulations furent abolies au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale et les écoles françaises, anglaises, italiennes et russes furent fermées. Après l'Armistice de Moudros elles rouvrirent les unes après les autres. Mais les jours tranquilles étaient terminés car commençait alors la troisième période qui allait se poursuivre jusqu'à nos jours. Avec l'Accord d'Ankara en 1921, le maintien des écoles reconnues jusqu'à 1913 et avec le Traité de Lausanne, de toutes les institutions d'assistance, d'enseignement et de santé reconnues avant le 30 octobre 1914, fut garanti à condition que leurs activités soient conformes aux lois turques. Le vrai problème allait surgir en 1924 avec la loi sur l'Unification de l'Enseignement (*Tevhid-i Tedrisat*) qui faisait du ministère de l'Education nationale l'unique autorité en matière d'enseignement et avec l'application des principes de la laïcité. Une circulaire fut adressée aux écoles. Elle informait les administrateurs que l'école et l'église étaient par nature des établissements distincts, que les écoles qui oublieraient leur véritable nature

et auraient des activités en faveur de la religion seraient fermées, et qu'aucune image et statue et aucun symbole religieux ne devaient figurer dans les espaces publics de ces établissements. A Istanbul, trente-huit écoles françaises et quatre écoles italiennes qui ne se soumirent pas aux obligations de cette circulaire furent fermées. Cependant ces écoles ayant accepté de se soumettre aux lois du pays purent rouvrir. Mais de nouveaux règlements péremptoires limitant les prérogatives des administrateurs furent imposés. Ces règlements furent renforcés en 1926 et communiqués aux gestionnaires des écoles. Les crucifix et les images pieuses disparurent des espaces publics et se cantonnèrent désormais dans les bureaux des administrateurs et dans les lieux réservés aux Chrétiens. C'est ainsi que les professeurs de turc, d'histoire et de géographie de la Turquie, furent choisis parmi les enseignants turcs et nommés par le ministère et que les inscriptions furent tenues en turc. Désormais, les crucifix accrochés en dehors des églises, les images de saints dans les livres, la propagande religieuse, ne furent plus acceptés. En 1936, l'entrée des enfants de citoyens de la République Turque dans les classes maternelles et primaires des écoles étrangères fut interdite ; et seuls les élèves ayant terminé les classes primaires d'une école publique étaient autorisés à entrer dans les classes secondaires. Il fut décidé que des leçons de turc, d'histoire, de géographie, d'éducation civique, de sociologie et des leçons concernant la culture nationale soient dispensées à tous les élèves des écoles étrangères et soient données en turc par des professeurs turcs. La signification de ces règlements est la suivante : seules les matières scientifiques comme les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie seront enseignées dans la langue étrangère ; il faudra s'abstenir des comportements considérés comme étant de la propagande religieuse ; les élèves non-catholiques ne suivront pas le catéchisme et ne seront pas emmenés à l'église pour participer au culte.

Les écoles étrangères que l'on ne parvenait d'aucune manière à contrôler et qui réussissaient en utilisant divers moyens à ne pas se soumettre aux règles édictées par l'administration ottomane, ne pouvaient plus dorénavant faire tout ce qu'elles voulaient. L'époque où le ministre des finances Cavit Bey pouvait dire *Qui dans un domaine était le meilleur, c'est de lui que nous avons reçu de l'aide dans ce domaine : des Allemands pour les affaires militaires, des Anglais pour la marine, des Français pour les finances* était bien finie et la jeune République s'efforçait de se suffire à elle-même. Avec la suppression des Capitulations et avec les nationalisations qui suivirent la crise de 1929, la part de la France dans l'économie comme dans la population en Turquie diminua. D'autre part, ce pays qui il fut un temps prenait place parmi les grandes puissances devenait petit à petit *le plus petit des grands ou le plus grand des petits* et perdait son ancienne suprématie dans

la politique internationale, et le français qui, durant les travaux du Traité de Paix de Versailles, dut défendre sa place face à l'anglais, langue officielle de l'Empire britannique sur lequel le soleil ne se couchait jamais, régressa rapidement. Tous ces déboires sur le plan international auxquels s'ajouteront les désaccords engendrés par les différences de vue entre les deux pays, entraîneront le déclin du français en Turquie.

Dans l'Annuaire des Ecoles privées publié en 1964, des écoles françaises qui étaient au nombre de plusieurs centaines, celles liées à un ordre ou à des religieux laïcs, celles avec ou sans internat, celles payantes ou gratuites, les écoles paroissiales et séminaires d'abord ouverts aux seuls Latins catholiques puis devenus des collèges modernes accueillant les non-musulmans et enfin les Musulmans, celles qui dispensaient un enseignement professionnel ou bien les écoles maternelles, primaires, collèges et lycées et même au-delà du lycée dispensant un enseignement classique, seules les écoles suivantes étaient mentionnées: « Lycée de filles Notre-Dame de Sion, Ecole Notre-Dame de Lourdes, Collège Sainte-Pulchérie, Lycée de garçons Saint-Benoît, Collège de filles Saint-Benoît, Lycée Saint-Michel, Lycée de garçons Saint-Joseph » (Haydaroğlu, 1993 : 116). Selon le site internet de l'Ambassade de France à Ankara, les écoles françaises en activité aujourd'hui sont les suivantes: École Oyak-Renault à Bursa, Lycée Saint-Joseph à Izmir (ouvert en 1880), Lycée Charles-de-Gaulle à Ankara, Lycée Pierre-Loti à Istanbul (fondé en 1942 et prenant ce nom en 1989), Sainte-Pulchérie (transformé en lycée en 2000 suite aux perturbations provoquées par la loi de 1997 portant à huit ans la durée des études primaires), les lycées Saint-Michel, Saint-Benoît, Saint-Joseph et Notre-Dame de Sion. Parmi ces établissements, l'École Oyak-Renault, les lycées Pierre-Loti et Charles-de-Gaulle ne sont pas reconnus comme écoles étrangères par le ministère de l'Éducation nationale de la République Turque.

Que pouvons-nous dire, considérant une histoire de quatre-cent-vingt-cinq ans d'ascension et de déclin, en dressant un bilan de ce que les écoles françaises de Turquie ont apporté et emporté ? Quels sont les bienfaits et les méfaits ? De quelle façon les influences sur la culture turque furent-elles ressenties ? Selon certains écrivains les écoles étrangères sont les prétextes de l'impérialisme culturel. Cependant la culture et l'impérialisme culturel sont plutôt une conséquence ; en chercher les causes dans les écoles étrangères ne serait pas une initiative appropriée en ce qui concerne la Turquie. Car les plus anciennes et les plus importantes écoles françaises et italiennes se sont davantage concentrées à Istanbul et jusqu'au milieu des années 1800 sont peu sorties des communautés non-musulmanes. Ceci est également valable pour les écoles américaines qui se sont davantage répandues en Anatolie. D'ailleurs les fonctionnaires de l'Empire ottoman étaient formés à

l'École du Palais (*Enderun Mektebi*). Les domaines dans lesquels chaque communauté religieuse pouvait exercer une activité étaient prédéterminés : en fonction de cela les Musulmans se consacraient à l'administration et à l'armée, quant aux non-musulmans ils s'occupaient d'artisanat et de commerce (Lusignan, 2004 : 21-25). Il est vrai que cet équilibre fondé par les Ottomans fut rompu au détriment des Musulmans au XIX^e siècle. Mais ce n'était pas les écoles étrangères qui en étaient la cause et il faut plutôt la chercher dans les structures économiques, dans la politique suivie et les insuccès militaires. Les hauts fonctionnaires de l'époque des Réformes (*Tanzimat*) durant laquelle s'est intensifié le changement culturel, sont parmi ceux qui ont suivi l'enseignement du Bureau des Traductions. Le Dr. Halit Ertuğrul a établi cinq listes d'environ quatre cent cinquante à cinq cents noms montrant les écoles d'où étaient diplômées les personnes occupant des postes importants durant la période républicaine. Selon cette recherche, dans les secteurs de la politique et des services de l'Etat, dans celui de la culture et de l'éducation, dans celui de la presse et de l'industrie, au premier rang, avec un écart important - sauf dans le secteur de l'industrie où les diplômés de Robert Collège sont un peu plus nombreux - se situe le Lycée Galatasaray, le Robert Collège se situant loin derrière au deuxième rang. Dans cette liste, huit noms apparaissent pour les écoles américaines, un nom pour le lycée autrichien, cinq pour le lycée allemand et dix-huit pour les lycées français. Durant cette même période, sur les dix-huit personnes issues des minorités ayant été élus députés ou ayant exercé les fonctions de ministres, trois avaient étudié au Lycée Galatasaray, une au Robert Collège, les autres dans des écoles grecques, arméniennes et juives ; autrement dit aucune de ces personnes n'était diplômée d'une école française (Ertuğrul, 2003 : 286 et sqq.). Il est bon de rappeler que le Bureau des Traductions et le Lycée Galatasaray sont des établissements publics et que sur ces listes auraient pu figurer des centaines, des milliers de personnes diplômées d'autres établissements publics.

Ces données nous amènent à quelle conclusion en ce qui concerne la réussite, l'influence et les bienfaits des écoles françaises ? Ces écoles, d'abord pour les Ottomans non-musulmans puis pour les Turcs, ont contribué au rapprochement avec l'Occident, avec la pensée occidentale, au sentiment d'être proche de la civilisation occidentale. Dans un passé récent, on disait que les Turcs avaient appris des Jésuites la discipline, à travailler sans se lasser et à "creuser un puits avec une aiguille". La véritable importance des écoles françaises, c'est d'avoir servi de modèle pour des écoles modernes en mesure d'amener la Turquie à la civilisation contemporaine. Il faut savoir que, durant la période d'occidentalisation, c'est sans doute en prenant exemple sur les écoles françaises d'Istanbul que furent créées les écoles, particulièrement les écoles primaires et secondaires. « Lorsqu'il entreprit

d'ouvrir un institut officiel de commerce à Istanbul le ministère du Commerce du gouvernement ottoman demanda des informations et des conseils au directeur de l'Institut de Commerce tenu par les Frères. Les programmes et l'organisation de l'École Officielle de Commerce, à quelques détails près, furent copiés sur ceux de l'Institut de Commerce des Frères à Kadıköy » (Polvan, 1952 : 193).

Bibliographie

- Balivet, M. 2005. « Francophones et francophonie en monde turc ». *Francophonie en Turquie, dans les pays balkaniques et de l'Europe orientale*, Actes du colloque international pluri-disciplinaire, Université Hacettepe, mai 2004, textes réunis et publiés par Zeynep Mennan, Istanbul : Les Editions ISIS.
- Barrès, M. 2005. *Une Enquête aux pays du Levant*, préface de Jacques Huré, Houilles : Editions Manucius.
- Cuinet, V. (1). 2001. *La Turquie d'Asie, V, le Vilayet de Smyrne et le Mutesarriflik de Bigha*, Istanbul : Les Editions ISIS.
- Cuinet, V. (2). 2001. *La Turquie d'Asie, VI, L'Anatolie centrale, Angora, Koniah, Adana : Mamouret-ul-Aziz, Sivas*, Istanbul : Les Éditions ISIS.
- Ergin, O. 1977. *Türk Maarif Tarihi* (Histoire de l'éducation turque), vol 1 et 2, Istanbul : Imprimerie Eser.
- Ertuğrul, H. 2003. *Kültürümüzü Etkileyen Okullar* (Les Ecoles qui ont influencé notre culture), 5^e éd., Istanbul : Editions Nesil.
- Fesch, P. 1907. *Constantinople aux derniers jours d'Abdul-Hamid*, Paris : Librairie des Sciences Politiques et Sociales Marcel Rivière.
- Lusignan, L.M. 2004. *Familles latines de l'Empire ottoman*, Istanbul : Editions Isis.
- Mutlu, Ş. 2005. *Osmanlı İmparatorluğunda Misyoner Okulları* (Les Etablissements missionnaires dans l'Empire ottoman), deuxième Edition, Istanbul : Editions Gökkuşbu.
- Polat Haydaroğlu, İ. 1993. *Osmanlı İmparatorluğunda Yabancı Okullar*, (Les Ecoles étrangères dans l'Empire ottoman), Ankara : Editions Ocak.
- Polvan, N. 1952. *Türkiye'de Yabancı Öğretim* (L'Enseignement étranger en Turquie), 1^{er} volume, Istanbul : Millî Eğitim Basımevi.
- Testa, M., Gautier, A. 2003. *Drogmans et diplomates auprès de la Porte Ottomane*, Istanbul : Les Editions ISIS, « Analecta Isisiana ».
- Turhan, M. 1972. *Kültür Değişmeleri*, seconde édition, Istanbul : Millî Eğitim Basımevi.

ANNEXE 1

Écoles françaises ouvertes après les Réformes (*Tanzimat*, 1839) à Istanbul

- École primaire et Collège de filles Saint-Benoît Providence, Filles de la Charité, 1839.
- École Saint-Pierre à Galata, Frères des Ecoles Chrétiennes, 1842 (auparavant à Saint-Benoît, puis à Yüksekaldırım, transférée en 1854 au monastère et à l'Église Saint-Pierre à Galata).
- École Saint-Jean Baptiste à Taksim, Frères des Écoles Chrétiennes (une des premières écoles ouvertes par les Frères).
- Pensionnat et externat de l'école Saint-Joseph à Bebek, Frères des Écoles Chrétiennes, 1853.
- Écoles de l'Institution Saint-Vincent à Taksim, Filles de la Charité 1853.
- Collège de filles Saint-Vincent de Paul, Filles de la Charité, 1846. (Transmise aux Lazaristes en 1897, prend le nom de Sainte-Pulchérie en 1919).

- Pensionnat de l'École primaire à Pangaltı, Filles de la Charité, 1856. (Transmis aux sœurs de Notre-Dame de Sion en 1857).
- École primaire de filles sans internat Notre-Dame de la Paix à Şişli, Filles de la Charité, 1857.
- Lycée de filles Notre-Dame de Sion, Sœurs de Notre-Dame de Sion, 1857.
- Lycée de filles Notre-Dame de Sion à Kadıköy, Sœurs de Notre-Dame de Sion, 1863.
- Pensionnats de filles avec externat Saint-Joseph à Çukurbostan, Filles de la Charité, 1869.
- Séminaire Lazariste Saint-Benoît, 1867.
- École d'apprentissage Notre-Dame de la Paix à Şişli, Filles de la Charité, 1870.
- Collège Saint-Joseph à Kadıköy, Frères des Ecoles Chrétiennes, 1870. (Ouvre un Institut Supérieur de Commerce en 1903).
- Collège Saint-Michel à Beyoğlu, Frères des Écoles Chrétiennes, 1870 ou 1881.
- École de garçons Saint-Esprit à Pangaltı, Frères des Ecoles Chrétiennes, 1871.
- Pensionnat de filles Sainte-Elisabeth à Beyoğlu, Sœurs Franciscaines, 1872.
- École gratuite Sainte-Elisabeth à Beyoğlu, Sœurs Franciscaines, 1872.
- École primaire de garçons à Kadıköy, Frères des Écoles Chrétiennes, 1878.
- École Sainte-Jeanne d'Arc à Kumkapı, Sœurs de l'Assomption, 1882.
- École Saint-Antoine à Büyükkada, Sœurs Franciscaines, 1883.
- Collège de l'Assomption à Kumkapı, Frères de l'Assomption, 1883.
- Séminaire de l'Assomption à Kumkapı, 1883.
- École de filles Saint-Esprit à Pangaltı, Sœurs de Notre-Dame de Sion, 1883.
- École primaire de l'Institution Saint-Vincent à Üsküdar, Filles de la Charité, 1883. (Les internat et externat de cette école furent ouverts dès 1859 mais furent immédiatement fermés).
- École Sainte-Irène à Fenerbahçe, Sœurs de l'Assomption, 1886.
- Séminaire et noviciat de l'Assomption à Fenerbahçe, 1886.
- École primaire des Capucins à Yeşilköy, ouverte avant 1892.
- École de filles à Yeşilköy, Frères Maristes, 1892.
- Collège de garçons de l'Immaculée Conception, Frères Maristes, 1894. (Devint plus tard l'École Sainte-Marie).
- École primaire Sainte-Euphémie à Haydarpaşa, Sœurs de l'Assomption, 1895.
- École Saint-Gabriel à Bebek, Frères Maristes, 1896.
- École de filles de l'Immaculée Conception de Notre-Dame de Lourdes à Moda, Sœurs de l'Immaculée Conception de Notre-Dame de Lourdes, 1896.
- Collège Saint-Jean Chrysostome à Feriköy, Frères des Ecoles Chrétiennes, 1896. (Prit le nom de Collège Sainte-Jeanne d'Arc en 1921).
- École primaire ou Collège (?) de garçons Saint-Louis à Haydarpaşa, Frères des Écoles Chrétiennes, 1898.
- Collège de garçons Notre-Dame du Rosaire à Bakırköy, Frères Maristes, 1909.
- École et Collège Sacré-Coeur à Yeşilköy, Frères Maristes, 1910.
- École primaire Notre-Dame de Sion à Kadıköy, Sœurs de Notre-Dame de Sion, (existait en 1912 et 1913 mais les dates d'ouverture et de fermeture ne sont pas connues).
- École Saint-Théodore à Yedikule, Frères Maristes, après 1912.

ANNEXE 2

Écoles françaises d'Izmir (en 1892)

- Collège de la Providence, Filles de la Charité, 1833.

- École de l'Hôpital français, Filles de la Charité. (Elle a été fondée par le gouvernement français et placé sous la direction des Sœurs de Charité).
- École de Bournabad (Bornova), Filles de la Charité.
- École de Buca, Filles de la Charité.
- Collège de garçons des Lazaristes, dit de la Propagande, 1845.
- Collège Saint-Joseph, Frères des Ecoles Chrétiennes, 1880.
- École primaire Saint-Jean, Frères des Ecoles Chrétiennes.
- École primaire Saint-André, Frères des Ecoles Chrétiennes.
- École d'apprentissage, dite des "Métiers", Frères des Ecoles Chrétiennes, 1880.
- École Cordélia (Karşiyaka), Frères des Ecoles Chrétiennes.
- Pensionnat de filles de Smyrne, Sœurs de Notre-Dame de Sion, 1875.
- École Cordélio (Karşiyaka), Sœurs de Notre-Dame de Sion.

Notes

1. Dispensant des cours de turc, français, lecture, écriture, comptabilité, histoire et géographie le matin, des cours de travaux manuels, d'éducation et de santé l'après-midi, cet établissement est un prototype de lycée professionnel ou technique de filles, formant de bonnes maîtresses de maison.
2. Au Liban où La Sublime Porte avait établi une paix relative avec des aménagements en 1842 et 1845, en raison du soutien apporté aux Chrétiens par la France et l'Eglise catholique, les Druzes attaquèrent les Chrétiens dont beaucoup sont morts. En dépit des sévères mesures prises par Fuat Pacha et l'apaisement obtenu, un contingent français de 6000 soldats débarqua au Liban.
3. Cyrus Hamlin est un des deux fondateurs de Robert College.
4. On trouvera dans l'ouvrage de Şamil Mutlu la liste la plus complète des écoles étrangères et donc les écoles missionnaires françaises fondées jusqu'à la Première Guerre Mondiale sur le territoire ottoman.
5. Les historiens appellent Epoque des Tulipes la période qui va de 1718 à 1730 - parce que cette fleur qui fut à la mode décorait la capitale ottomane - et la considèrent comme la première période d'occidentalisation de la Turquie.
6. Des religieux italiens et espagnols enseignaient dans les écoles de Harput et Malatya. Les programmes, en plus du français, comprenaient le turc, l'arménien et l'italien.